Communiqué des Verts/ALE - Pour une véritable Union européenne de l'énergie.

Bruxelles, le 23 octobre 2026,

Nous, député·es du groupe des Verts/Alliance libre européenne, souhaitons apporter notre contribution à la révision en cours du règlement sur la gouvernance de l'Union de l'énergie et de l'action pour le climat, afin que l'Union européenne se dote d'une politique énergétique ambitieuse, solidaire, climatique et démocratique.

Les objectifs européens de réduction des émissions ne peuvent plus reposer sur de simples engagements nationaux. Un règlement de gouvernance qui planifie et rend compte, sans jamais contraindre, ne comble pas l'écart entre nos ambitions et nos résultats, il le documente. Nous défendons donc des **objectifs juridiquement contraignants**, accompagnés de trajectoires intermédiaires mesurables et compatibles avec les objectifs de réduction des émissions carbones de 90 % en 2040 et la neutralité climatique en 2050.

Nous saluons les avancées permises par les plans nationaux en matière d'énergie et de climat, qui ont instauré un cadre commun de planification et de suivi. Bien que pleinement conscient·es du travail déjà accompli par la Commission européenne et par les administrations nationales, nous souhaitons néanmoins signaler les limites de ce dispositif, et nous avons, nous aussi, un certain nombre de points à faire entendre concernant sa réforme :

Les plans nationaux en matière d'énergie et de climat doivent devenir de véritables **plans de transition et d'investissement**. Chaque État devra préciser ses sources de financements, ses besoins financiers, ses infrastructures prioritaires et son calendrier de mise en œuvre. La commission européenne doit avoir le pouvoir de contrôler ces trajectoires et demander un plan correctif lorsqu'un État prend du retard. Ce renforcement doit évidemment s'accompagner d'un soutien financier et technique européen.

La transition énergétique ne réussira que si elle est **juste** et **équitable.** Son coût ne doit pas reposer sur les ménages vulnérables, les travailleur.euses et les petites entreprises. Les investissements européens doivent soutenir la rénovation des logements, les transports propres, la transformation des régions industrielles et la création d'emplois durables. Conformément au principe de pollueur-payeur, les acteurs les plus émetteurs doivent contribuer davantage au financement de cette transition.



Dans le respect de l'article 194 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, nous soutenons la compétence de chaque États à choisir leur mix énergétique. Toutefois, nous nous devons de souligner que **le nucléaire ne peut pas être assimilé à une énergie renouvelable** ni servir de prétexte pour ralentir le développement. La priorité européenne doit rester la sobriété énergétique et le déploiement massif des énergies renouvelables.

Enfin, nous tenons à rappeler qu'**aucune transition ne pourra se faire dans l'isolement**. L'UE doit renforcer la solidarité entre les États, les territoires et les citoyens. Nous soutenons donc la mise en place d'investissements communs dans les réseaux électriques, les capacités de stockage et les interconnexions. Cette coopération européenne permettra de partager l'énergie dans des périodes de tension, de réduire notre dépendance aux importations d'énergies fossiles et de renforcer notre souveraineté énergétique.

Le groupe parlementaire des Verts/Alliance libre européenne défend une ligne claire basée sur la liberté des moyens des États, une fermeté sur les objectifs et une solidarité dans la mise en œuvre.

Par ailleurs, nous souhaitons que la politique énergétique soit abordée de manière démocratique : les citoyen·nes, les collectivités et les travailleur·euses doivent être associé·es à la définition des plans qui engageront leur avenir.

Nous appelons les États membres, les institutions européennes et l'ensemble des acteurs de la transition à se saisir de cette révision pour bâtir une véritable Union européenne de l'énergie.

Signataires :

Michael Bloss - Commission ITRE - Coprésident

Ville Niinistö - Commission ITRE - Membre

Rasmus Nordqvist - Commission ENVI - Coprésident

Jutta Paulus - Commission ENVI - Membre

